



Ahmed Gaïd Salah à Béchar

«L'Algérie ne possède qu'un seul drapeau»

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

La route qui tue
**38 morts et près
de 2 000 blessés
en une semaine**

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4810 - Jeudi 20 juin 2019 - Prix : 10 DA

Page 24

Plusieurs réunions reportées officiellement

Confusion au sein de l'Opep

Page 3

● Organisation du dialogue politique et relance du processus électoral

Le chef de l'Etat reçoit le Premier ministre

Page 2

● Manque de transport, centres d'examen trop loin...

Des candidats au Bac exclus à cause d'une minute de retard

Page 3

Kia Global Group, une nouvelle affaire devant la justice

Ahmed Ouyahia enchaîne les comparutions



Ph/D. R.

Dans le sillage des instructions judiciaires ouvertes ces dernières semaines dans les milieux économique et politique menées dans le cadre de la lutte contre la corruption, l'opinion publique s'est hier réveillée avec l'affaire «El Boucher», mais c'est surtout le nouveau dossier Kia Algérie qui surprendra le plus d'autant qu'encore une fois le nom de l'ex-Premier ministre, Ahmed Ouyahia, sera cité. Lire page 2

Pour une transition énergétique heureuse vers les renouvelables

L'Algérie, terre d'avenir du solaire

Page 4

Programme d'appui au patrimoine

Les projets pilotes de La Casbah et de l'Imedghacen déclarés «inaboutis»

Page 13

Kia Global Group, une nouvelle affaire devant la justice

Ahmed Ouyahia enchaîne les comparutions

■ Dans le sillage des instructions judiciaires ouvertes ces dernières semaines dans les milieux économique et politique menées dans le cadre de la lutte contre la corruption, l'opinion publique s'est hier réveillée avec l'affaire «El Boucher», mais c'est surtout le nouveau dossier Kia Algérie qui surprendra le plus, d'autant qu'encore une fois le nom de l'ex-Premier ministre, Ahmed Ouyahia, sera cité.

Par Lynda Naili

Après les affaires Haddad, Tahkout et Sovac, Ahmed Ouyahia enchaînant ainsi les audiences, a été cité hier à comparaître devant le procureur général près le tribunal de Sidi M'hamed pour être entendu dans l'affaire Hassane Arbaoui, propriétaire de la marque automobile Kia Global Group. A ce titre, arrivés dans la matinée d'hier au tribunal de Sidi M'hamed, les trois frères Arbaoui ont comparu durant toute la journée devant le procureur de la République dans l'affaire de l'usine Kia dont ils sont propriétaires. Huit cadres et hauts fonctionnaires, dont des cadres du ministère de l'Industrie et de l'usine Kia mais aussi l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia sont également poursuivis dans cette affaire pour corruption liées à l'usine de montage de véhicules de marque Kia. Dans ce même sillage, notons que l'ancien ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, actuellement en fuite à l'étranger et contre lequel un mandat d'ar-

rêt international serait en cours, a lui aussi été convoqué par les autorités judiciaires afin d'être entendu dans l'affaire Kia. En somme, depuis la mise en branle de la machine judiciaire contre l'argent sale dans le milieu des affaires, Ahmed Ouyahia se trouve à chaque fois au centre de ces affaires, du moins celles enrôlées jusque-là, à savoir l'affaire Ali Haddad, celle du groupe TMC de Mahieddine Tahkout patron du groupe Cima Motors qui assemble les véhicules de marque Hyundai, et dernièrement celle de Sovac, représentant exclusif en Algérie de la marque allemande Volkswagen. Autant de dossiers lourds dans lesquels serait directement ou indirectement impliqué l'ancien Premier ministre.

L'affaire Tahkout transférée à la Cour suprême, des personnalités impliquées

Le parquet général près la cour d'Alger, dans un communiqué rendu public hier, affirme avoir transmis mardi 18 juin (avant-hier), et en application des dispositions de l'article 573 du code de procédure pénale, au procureur général près la Cour suprême, le dossier d'enquête préliminaire instruite par la police judiciaire de la Gendarmerie nationale d'Alger,

pour des faits à caractère pénal, à l'encontre de Mahieddine Tahkout et d'autres mis en cause, dans le volet relatif aux cadres et hauts fonctionnaires. Ces derniers sont ainsi soupçonnés d'avoir «octroyé d'indus avantages à des personnes, mais aussi d'avoir conclu des contrats et des transactions non conformes aux règles législatives et organisationnelles en vigueur». Les personnalités impliquées citées par la même source sont Ahmed Ouyahia, ancien Premier ministre, Abdelkader Benmessaoud, ministre du Tourisme et ex-wali de Tissemsilt, Abdelghani Zaalane, ex-ministre des Travaux publics et des Transports, Youcef Yousfi, ancien ministre de l'Industrie et des Mines, Abdelkader Zoukh, ex-wali d'Alger, Seif El Isma Louh, wali de Saïda en exercice, Abdellah Benmansour, ex-wali d'El Bayadh, Djelloul Boukerbila, ancien wali de Saïda, Djamel-Mohamed Khanfar, actuel wali d'El Bayadh, Fouzi Benhcine, ex-wali de Chlef et de Skikda

Report au 3 juillet du procès de Kamel Chikhi, dit «El Boucher»

Le juge au pôle pénal spécialisé dans les affaires de corruption près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a décidé hier



Ph/D. R.

de reporter au 3 juillet le procès de l'homme d'affaires Kamel Chikhi dit «El Boucher». Rappelons que le juge de l'application des peines près le même tribunal avait décidé, le 22 mai dernier, de reporter le procès de cette affaire liée aux documents, livrets fonciers et actes de propriété relatifs à la société de «Kamel El Boucher». Le prévenu Kamel Chikhi, en détention provisoire, a comparu avec 12 autres accusés devant le Tribunal de Sidi M'hamed dans 4 affaires, dont celle de trafic de cocaïne qui «n'est pas encore enrôlée», selon une source judiciaire. L'ex-ministre de la Justice,

Tayeb Louh, avait indiqué que l'enquête instruite dans l'affaire de la saisie de plus de 700 kg de cocaïne au port d'Oran avait révélé l'implication de plusieurs personnes dans des faits liés à la corruption et pots-de-vin versés en contrepartie de facilitations. L'enquête préliminaire s'est sol-dée par le déferlement de suspects devant la justice pour corruption et pots-de-vin versés en contrepartie de facilitations au profit du principal accusé dans l'affaire de cocaïne, mais dans le cadre d'une autre mission et d'une autre activité (promotion immobilière). L. N.

Organisation du dialogue politique et relance du processus électoral Le chef de l'Etat reçoit le Premier ministre

LE CHEF de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a reçu, hier à Alger, le Premier ministre, Noureddine Bedoui, avec lequel il a examiné «les procédures à prendre concernant l'organisation du dialogue politique et les mécanismes de relance du processus électoral», a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «Le chef de l'Etat a reçu, mercredi 19 juin 2019, au siège de la présidence de la République, le Premier ministre, Noureddine Bedoui, dans le cadre de son suivi continu de l'action du gouvernement», a précisé la même source. Lors de cette rencontre, «le Premier ministre a présenté un exposé détaillé sur la situation socio-économique du pays, en procédant à une évaluation globale de la situation politique, outre les procédures à prendre concernant l'organisation du dialogue politique et les conditions et mécanismes devant accompagner la relance du processus électoral». A la fin de cette audience, «le chef de l'Etat a donné des instructions au Premier ministre et au gouvernement, en vue de procéder au suivi quotidien des affaires des citoyens et de garantir le bon déroulement des épreuves du baccalauréat et des examens universitaires», a conclu le communiqué. APS

Ahmed Gaïd Salah à Béchar

«L'Algérie ne possède qu'un seul drapeau»

Au 3^e jour de sa visite à la Région militaire à Béchar, le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, après l'inspection de quelques unités du secteur, a tenu une rencontre avec les cadres, où il a prononcé une allocution d'orientation. Selon le communiqué du MDN, le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, a tenu à rendre hommage à l'Armée qui «assure la sécurisation totale de nos frontières nationales, en faisant face en permanence à toute incursion terroriste éventuelle ou toute autre action malveillante quelle que soit son origine, visant à porter atteinte à la sécurité de l'Algérie et à la stabilité de son peuple». Sur le plan de la position en toutes circonstances aux côtés du peuple, il dira, toujours au sujet de l'ANP : «Elle continue d'entourer son peuple de toute l'attention et la solidarité en toutes circonstances, notamment lors des catastrophes naturelles. D'ailleurs, l'action de mobilisation solidaire et fraternelle de l'Armée nationale populaire aux côtés de nos concitoyens à Illizi et à Djanet, suite aux dernières inondations et les dégâts qui y ont résulté, en est l'exemple parfait».

Comme il l'a fait lors des deux premiers jours de sa visite d'ins-



pection, Gaïd Salah a procédé à une analyse de la situation du pays et de la crise qu'il traverse. Après avoir affirmé qu'il «n'y a aucune crainte pour l'avenir de l'Algérie», il a porté le doigt sur une question sensible, à savoir les drapeaux autres que l'emblème national portés dans les marches et les manifestations. Le chef d'état-major de l'ANP déclarera à ce propos : «Il m'appartient également en cette occasion d'attirer l'attention sur une question sensible, à savoir la tentative d'infiltrer les marches et

porter d'autres emblèmes que notre emblème national par une infime minorité. L'Algérie ne possède qu'un seul drapeau, pour lequel des millions de chouhada sont tombés en martyr. Un emblème unique qui représente le symbole de souveraineté de l'Algérie, de son indépendance, de son intégrité territoriale et de son unité populaire. Il est inacceptable de manipuler les sentiments et émotions du peuple algérien. De ce fait, des ordres et des instructions stricts ont été donnés aux forces de l'ordre

pour une application rigoureuse des lois en vigueur et faire face à quiconque tente encore une fois d'affecter les sentiments des Algériens à propos de ce sujet sensible et délicat».

Selon le même communiqué du MDN, le chef d'état-major insistera sur le rappel de principes directeurs sur la Patrie et ce, en ces termes : «Il demeure certain que grâce aux dévoués et hommes de bonne volonté parmi les fils de l'Algérie, les sentiments des Algériens resteront intacts à tout jamais. Nulle crainte pour l'avenir de l'Algérie, pays des millions de chouhada, car elle saura, grâce à Allah le Tout-Puissant, puis grâce à ses fils dévoués, comment se frayer son chemin vers un havre de paix. L'élan du développement reprendra avec une cadence plus rapide, une détermination plus forte et des objectifs plus nobles. Il n'y aura plus de place à la crise économique ni toute autre crise, une fois que l'Algérie se sera libérée des griffes de la bande, des prédateurs et de ceux qui ont trahi la confiance, et qu'elle restera attachée à son référentiel novembriste national. Car l'Algérie est capable, parfaitement capable, d'atteindre son ultime objectif, celui que lui voulaient nos valeureux chouhada».

Nassim D.

Plusieurs réunions reportées officiellement

Confusion au sein de l'Opep

■ Les réunions de l'Organisation des pays producteurs de pétrole prévues ce mois à Vienne ont été reprogrammées, a annoncé hier l'Organisation après plusieurs jours de tractations avec ses partenaires et en son sein.

Par Meriem Benchaouia

Plusieurs réunions de l'Opep ont été officiellement reportées pour les 1er et 2 juillet prochain au lieu des 25 et 26 juin courant, a indiqué hier l'Organisation pétrolière sur son site web. Il s'agit de la 15^e réunion du Comité de suivi ministériel conjoint Opep et non Opep (JMCC) programmée pour la matinée de la journée du 1er juillet prochain, tandis que la 176^e Conférence de l'Opep qui se tiendra dans l'après-midi de la même journée, a précisé la même source sans donner des



PH.D.R.

détails sur les causes de ce report. La sixième réunion ministérielle Opep et non Opep a été programmée pour le 2 juillet, selon l'Organisation. Suite à sa dernière réunion tenue en Arabie saoudite, le JMCC avait demandé au Comité technique mixte et au secrétariat de l'Opep de

continuer à suivre et à analyser les évolutions du marché pétrolier et, en particulier, les projections d'inventaire pétrolier au cours des prochaines semaines, en vue de la recommandation de la prochaine réunion du JMCC à la Conférence de l'Opep et à la réunion ministérielle de l'Opep,

prévue en juin 2019, sur les mesures que devraient prendre les pays participants pour le second semestre de 2019. A noter que les réunions de l'Opep interviennent au moment où l'accord de réduction de la production arrive à terme en fin du mois en cours. Cet accord est réé-

dié tous les six mois. L'Opep avait convenu avec les pays producteurs non Opep, dont la Russie, d'une baisse de leur production de 1,2 million de barils par jour (mbj) à partir du 1er janvier 2019 répartie entre 800 000 barils pour l'Opep, dont 377 000 barils réduite par l'Arabie saoudite et 400 000 barils/jour pour les pays partenaires dans l'accord non Opep. Cet accord est intervenu suite à l'engagement des 15 pays membres de l'Opep à baisser leur production à hauteur de 3%, alors que les 10 pays partenaires dans l'accord se sont engagés à réduire leur production de 2,2 %. Cet accord exclut l'Iran, le Venezuela et la Libye vu les difficultés enregistrées dans la production de leurs parts habituelles. Dans son dernier rapport, l'Opep a abaissé sa prévision de croissance de la demande mondiale et mis en garde contre le risque d'un nouveau ralentissement en raison de la montée des tensions commerciales, ouvrant ainsi la voie à une prolongation de l'accord jusqu'à la fin de l'année. L'Organisation et d'autres producteurs, la Russie en particulier, discutent d'un accord de coopération à long terme qui pourrait être signé début juillet, avait rapporté la semaine dernière un quotidien financier japonais, citant le ministre de l'Énergie russe Alexandre Novak. Pour rappel, le JMCC avait réaffirmé suite à sa 14^e réunion son engagement à réaliser un marché équilibré et à œuvrer de manière durable pour la stabilité du marché pétrolier avec des fondamentaux solides. Ce Comité est composé de l'Arabie saoudite, la Russie, l'Algérie, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, la Nigeria et le Venezuela. Les participants à la déclaration de coopération ont enregistré un taux de conformité record, atteignant 168% en avril. La part de la production des pays membres de l'Opep a atteint 42% du volume global de pétrole brut produit en 2018, selon les récentes données de la 54^e édition du Bulletin statistique annuel (ASB) publié par l'Organisation. Ainsi, l'Opep a produit 31,755 millions de barils par jour (mbj/j) en 2018, alors que la production mondiale totale était de 75,78 mb / j.

M. B.

Manque de transport, centres d'examen trop loin...

Des candidats au Bac exclus à cause d'une minute de retard

Chaque année, des centaines de candidats au baccalauréat, libres ou scolarisés, sont exclus pour cause de retard. Ce retard est dû essentiellement au placement de ces derniers dans des centres loin de leurs villes de résidence et au manque de transport dans les régions profondes du pays. Depuis le lancement de l'examen du baccalauréat 2019, plusieurs retards ont été enregistrés dans les 2 339 centres d'examen. Les retards ne sont pas tolérés, ce qui engendre l'exclusion directe du candidat retardataire sans lui donner l'occasion de s'expliquer ou de justifier son retard. La majorité des étudiants justifient ce retard par un argument très convainquant : «on passe notre Bac au niveau des centres qui se trouvent loin de notre ville de résidence», nous confie un candidat au Bac scientifique libre qui habite à Zéralda mais qui passe

son Bac à Ain Benian. «Depuis le début du Bac, j'ai dû me déplacer par véhicule pour arriver à temps à l'examen et avec l'encombrement je sors de chez moi à 6h pour arriver à mon examen, l'après-midi je ne rentre pas chez moi pour ne pas risquer d'arriver en retard». A noter que les portes des centres d'examen ouvrent à partir de 7h30 jusqu'à 8h00. L'examen débute dans la matinée à 8h30 et un retard d'une demi-heure, entre 8h et 8h30 est toléré. Même cas pour les épreuves de l'après-midi mais une minute de plus peut coûter cher au candidat retardataire. L'année passée, «202 candidats ont été exclus durant les trois premiers jours de l'examen à cause de leur arrivée en retard aux centres d'examen au-delà de 08:30 dont 80% étaient des candidats libres», avait déclaré le chargé de communication du ministère, Abdelkrim Kadourli,

précisant par ailleurs : «la non-exclusion de 40 427 candidats retardataires ayant des justificatifs, soit 5,69% des candidats au baccalauréat». «Ce nombre représente les retardataires arrivés aux centres de déroulement d'examen entre 08:00 et 08:30, soit avant la distribution des sujets du baccalauréat où le candidat a le droit de poursuivre ses examens», avait ajouté le ministre de l'Éducation. L'ex-ministre de l'Éducation avait annoncé l'attribution d'une demi-heure aux candidats pour rejoindre leurs centres d'examen à condition que leurs retards soient accompagnés d'un justificatif présenté par le candidat au centre de déroulement d'examen, ce qui lui permet d'éviter l'exclusion tandis que le retard au-delà de 08:30 (le temps consacré à la distribution des sujets) constitue une cause suffisante pour priver le candidat de passer son ex-

amen. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la série des mesures adoptées pour sécuriser le baccalauréat et assurer sa crédibilité. Enfin, pour aider les candidats à ne pas arriver en retard et risquer l'exclusion, à Tébessa, plusieurs associations caritatives et citoyens des communes de la wilaya offrent de prendre en charge les candidats libres au baccalauréat qui passent les épreuves loin de leurs villes de résidence. A Bir El Ater, Chréa, El Ouenza, Laouinat, Oum Ali et autres communes de la wilaya, une certaine rivalité est parfois observée dans ces initiatives de solidarité qui proposent même des salles climatisées en plus de repas aux candidats, notamment pour la période de midi entre les épreuves du matin et celles de l'après-midi.

Thinhinene Khouchi

«Ceinture et Route de la soie»

L'Algérie est devenue le 5^e partenaire commercial africain de la Chine

L'Algérie et la Chine ont mené, dans le cadre de la construction conjointe de «la Ceinture et la Route de la soie», la Chine et l'Algérie ont mené des coopérations fructueuses dans les domaines politique, économique, commercial, culturel et autres». Tout en rappelant qu'en 2018, le volume des échanges commerciaux bilatéraux a atteint 9,1 milliards de dollars, il a indiqué que «l'Algérie, dont les exportations vers la Chine ne cessent de croître, est devenue le 5^e plus grand partenaire commercial africain pour la Chine». «Il faut aussi noter que les deux pays ont mené des échanges

et des coopérations notables dans les domaines culturel et humain, ce qui a permis de consolider davantage l'amitié entre les deux peuples», a-t-il poursuivi. Il a souligné, dans cet ordre d'idées, «l'excellence» des relations entre les deux pays depuis 60 ans, établies sur les principes du «respect mutuel, de non-ingérence dans les affaires internes, d'égalité, de prospérité partagée et gagnant-gagnant», relevant que les deux pays «ont entamé des coopérations sincères et fructueuses, rendant les relations sino-algériennes

exemplaires dans la coopération amicale ()». Il a mis l'accent, notamment sur la coopération entre les deux pays dans le domaine de la santé, soulignant, dans ce cadre, que «depuis 1956, la Chine a mis à la disposition de l'Algérie 26 équipes médicales avec environ 3 400 médecins chinois, qui ont traité gratuitement des patients algériens à travers tout le territoire national». Il a affirmé, dans ce cadre, que «les équipes médicales chinoises ont réussi à traiter 23,7 millions de personnes et participer à la venue au monde de quelque

1,6 million de nouveau-nés». M. Li Lianhe a rappelé, par ailleurs, qu'«en 2014, la Chine et l'Algérie ont établi le partenariat stratégique global», faisant que les relations bilatérales «sont entrées ainsi dans une nouvelle phase de développement», ajoutant que «lors du Sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine, en septembre 2018, les deux pays ont signé le Memorandum d'entente sur la construction conjointe de «la Ceinture et la Route de la soie»».

G. H.

Pour une transition énergétique heureuse vers les renouvelables

L'Algérie, terre d'avenir du solaire

■ C'est l'énergie d'aujourd'hui, à savoir l'énergie fossile, qui contribue, en tant que rente, à financer l'énergie de demain. Cette sentence est tellement vraie qu'en dehors de ce qu'elle impose comme réalité, l'accès au très coûteux financement des énergies renouvelables ne peut être envisagé sereinement.

Par Filali H. Imène

Mais à vrai dire, ce discours sur le rôle des énergies fossiles dans le financement des renouvelables n'est guère nouveau. Il date du début du 3^e millénaire en Algérie, mais la perspective de sa mise en pratique effective et efficiente a connu de fâcheux sursis qu'on ne peut attribuer qu'au manque de foi des politiques dans ce qui constitue l'avenir de l'énergie en Algérie.

Avec plus de trois mille heures d'ensoleillement par an et des possibilités de déploiement du solaire sur des surfaces exposées de taille continentale, l'Algérie est effectivement la terre d'avenir du solaire dans sa forme la plus classique. Ce n'est plus une vue de l'esprit, mais une réalité aujourd'hui incontestable qui explique mal pour quelle raison notre pays demeure en retrait par rapport à une politique censée être volontaire en matière de développement des énergies renouvelables et en matière de diversification du bouquet énergétique national afin de sortir des seuls systèmes gaz et diesel qui font fonctionner la majorité des centrales électriques du pays.

Les possibilités d'une optimisation sectorielle, à l'échelle économique, de l'exploitation des énergies renouvelables dans la production de l'énergie, sont aussi opportunes que nombreuses, qui n'ont besoin que d'encouragements fiscaux et parafiscaux pour inciter les entreprises privées et publiques spécialisées à s'investir et à investir dans ce créneau très porteur et très prometteur pour un pays qui dépend des hydrocarbures doublement, à savoir à la fois pour produire l'énergie qu'il consomme et pour faire rentrer des devises au pays et financer la



Ph/D. R.

masse conséquente des importations.

Si à l'échelle économique, les opérateurs publics et privés sont à jour en matière de dispositions et de perceptions et plus avancés en la matière que les pouvoirs publics, il n'en est pas de même de l'échelle sociale où la promotion d'une culture du renouvelable et des perspectives environnementales et économiques qu'il ouvre pour la collectivité nationale n'a pas bénéficié d'une véritable politique de promotion, d'autant plus que les projets pilotes menés en la matière demeurent isolés et encore loin de constituer un modèle viable et viable pour la majorité écrasante des citoyens

qui, faut-il le dire, n'ont pas encore intégré les énergies renouvelables, notamment le photovoltaïque, comme devant faire partie de leur mode de vie de demain. Pourtant, et quelle que soit la situation actuelle, la perspective d'une aggravation du phénomène de réchauffement climatique avec ses pendantes agraires et de stress hydrique, et ses répercussions sur la qualité de vie des populations et leurs choix de localisation géographique, devrait être un moteur essentiel dans la prise en charge accélérée du développement des énergies renouvelables. Et même si l'on ne considère que le volet économique de ce fait, on ne peut que se féliciter du fait

que le développement des renouvelables contribuera à produire localement une énergie propre et à commercialiser davantage de ressources fossiles à l'étranger et d'alléger le fardeau qui pèse sur la compagnie de production, de transport et de distribution d'électricité, la seule dans un pays continent.

Les énergies renouvelables et les énergies fossiles peuvent par ailleurs coexister durant la longue période de transition énergétique afin de permettre de renforcer la possibilité d'une alternative de substitution énergétique, tout en permettant à un pan entier de l'économie mondiale (locale aussi) d'opérer sagement et de s'adapter à l'univers

du renouvelable sans vivre un chaos économique qui aurait des répercussions sur l'économie mondiale.

Quoi qu'il en soit, et dans la perspective d'un développement conséquent des énergies renouvelables en Algérie, les pouvoirs publics doivent, dès aujourd'hui, se mettre dans une posture de veille stratégique afin d'identifier les pans de l'industrie et des activités humaines dans leur ensemble qui doivent d'ores et déjà préparer leur adaptabilité technologique, technique et humaine, afin de ne pas hypothéquer les chances d'une transition énergétique heureuse vers l'ère des renouvelables.

F. H. I.

Aurès

Lutte contre les feux de forêt, un enjeu pour les pouvoirs publics

Première à l'échelle nationale avec 327 180 hectares de domaine forestier, la wilaya de Batna mobilise tous les moyens pour préserver son patrimoine contre la menace des incendies, dont la recrudescence ces dernières années a suscité un intérêt particulier des autorités locales.

L'étendue forestière de la wilaya de Batna, avec ceux des trois wilayas voisines de Khenchela, Oum El Bouaghi et Biskra, constituent la région des Aurès. Elle représente le quart de la superficie des forêts d'Algérie, c'est pourquoi sa protection revêt des considérations d'intérêt national.

«Les forêts de Batna couvrent 27% de la superficie globale et tirent aussi leur importance des vastes peuplements des deux essences très rares que sont le cèdre de l'Atlas et le genévrier thurifère, ainsi que des formations de pins d'Alep, de chênes verts et d'ormes», a expliqué à l'APS Walid Beladehane, chef du service de protection de la flore et de la faune à la Conservation de wilaya des forêts. Et

d'ajouter : «Ce patrimoine se répartit sur les cinq principaux massifs que sont Belezma, Bouarif, Béni Fedhala/Zekak et Béni Melloul. Ce dernier massif renferme la plus vaste pinède (forêt de pins) d'Algérie s'étendant sur 70 000 hectares chevauchant les trois wilayas de Batna, Khenchela et Biskra».

Protéger l'espace forestier... tous les moyens déployés

En dépit des efforts des services des forêts et du parc de Belezma, et des actions de sensibilisation menées auprès des riverains, des surfaces non négligeables de cet espace forestier vital de Batna sont annuellement la proie d'incendies, dont beaucoup demeurent classés d'origine inconnue, a-t-on déploré. «Durant l'année 2018, Batna a été placée en haut du sinistre tableau des wilayas la plus affectées par les incendies, avec une aire de 362 hectares dévastée par un seul feu déclaré dans la forêt de Bouarif, dont

la circonscription avait nécessité quatre jours de lutte ininterrompue», a rappelé M. Beladehane. Le responsable a relevé que dans le cadre de sa mission de lutte contre les feux de forêt, la Conservation des forêts a pris l'initiative en juin 2015 de mettre sur pied une colonne mobile de protection de la forêt de Béni Melloul (commune de Kimel), le grand peuplement de pins d'Alep d'Algérie, qui s'étend sur 70 000 hectares entre Batna, Biskra et Khenchela.

«L'initiative a permis une meilleure célérité dans l'intervention en cas d'incendie et contribué à concrétiser une approche participative de la protection de ce vaste patrimoine à travers un contact permanent avec les riverains», a-t-on assuré à la Conservation des forêts.

En 2017, la Conservation des forêts de Batna a décidé de créer une brigade mixte composée d'agents forestiers, d'éléments de la Protection civile et de gendarmes pour conjuguer les efforts dans la lutte contre les incendies, mais

aussi la coupe illicite d'arbres et le braconnage qui cible la gazelle de l'Atlas, a ajouté M. Beladehane. De son côté, le directeur de l'Ecole nationale des forêts, Othmane Briki, a relevé que la création de cet établissement dans la capitale des Aurès est un autre «indicateur fort» de la stratégie de préservation du patrimoine forestier. «L'école accueille des stages de formation du personnel du secteur des forêts et autres secteurs proches, autour de divers thèmes axés notamment sur la lutte contre les incendies de forêt et la protection de cette richesse», a indiqué le responsable. Et de poursuivre : «Au cours de cette année, le parc national de Belezma a bénéficié d'un projet financé par l'Union européenne pour la mise sur pied d'un observatoire et d'un réseau de surveillance de la biodiversité ainsi que pour la création d'un musée des sciences naturelles. Ce sont autant de projets qui contribueront à entretenir cette richesse forestière unique dans les Aurès».

Daïli Y.

Investissements industriels dans le monde

Près d'un projet sur deux en Asie

■ Près de 48% des investissements industriels dans le monde, sur la période janvier 2016-mars 2019, ont été annoncés en Asie contre un gros quart sur le continent américain (26%) et un peu moins d'un cinquième en Europe (17%), selon une étude du cabinet Trendeo.



P.H.D. R.

l'usine du futur sont concentrés dans les pays au PIB le plus élevé. En Europe, le Danemark, l'Autriche et la Finlande figurent en tête, tandis que la France est septième. Mais «certaines régions de l'Inde ou de la Chine sont au même niveau que les pays européens», a souligné le fondateur et gérant de Trendeo, David Cousquer, lors de la présentation à la presse. Il a cité le Hunnan en Chine et le Pendjab en Inde, en précisant que «globalement, l'Inde a une meilleure moyenne que la Chine». L'étude montre aussi que les investissements domestiques des entreprises ont en général un meilleur score. «Ce qui voudrait dire que les entreprises qui investissent chez elles, y mettent d'abord leurs meilleures technologies avant de les exporter», a estimé M. Cousquer. Le baromètre a recensé 239 projets de plus de 30 millions de dollars en France, derrière le Royaume-Uni (309), mais juste devant l'Allemagne (236). Près de la moitié (116) des projets en France mentionnent au moins un critère de l'industrie du futur, avec deux grandes thématiques : les centres de recherche et développement, et le renouvellement de l'équipement industriel. Le baromètre 2019 a développé un éclairage particulier sur l'industrie automobile, qui est le 4e secteur mon-

dial en nombre de projets et en montants investis. Les investissements sont encore largement consacrés aux véhicules traditionnels : sur 1 400 projets (automobile et équipementiers) totalisant 287 milliards de dollars, 83% concernent les moteurs thermiques et les équipements non spécifiques d'un type de motorisation (pneus, pièces). Les motorisations électriques et hybrides représentent seulement 17% des projets, mais presque 40% des montants investis. «Dans le Top 10 des acteurs du véhicule électrique, vous avez cinq chinois (...) Cela ne veut pas dire qu'ils abandonnent le moteur à combustion (...) mais il est très clair que le virage est là», a noté Marc Aouston, directeur stratégie et marketing de Fives. M. O./APS

Par Mahi O.

Le «baromètre mondial» a recensé 12 095 investissements sur cette période pour un montant de 4 813 milliards de dollars et repré-

sentant près de 2,7 millions d'emplois, ont annoncé hier Trendeo et ses partenaires Fives, EDF et l'Institut de la réindustrialisations. L'étude a analysé cet ensemble de projets d'investis-

sements sous l'angle de «l'usine du futur» sur un ensemble de six critères, dont la numérisation, l'efficacité énergétique et la flexibilité des fabrications. Les projets industriels les plus axés sur

Changes

L'euro se stabilise face au dollar

L'euro se stabilisait face au dollar hier, les deux devises étant pénalisées par les possibilités de baisses de taux d'intérêt envisagées tant du côté de la Banque centrale européenne que de la Réserve fédérale américaine. Vers 05h45 GMT l'euro s'échangeait à 1,1192 dollar contre 1,1194 mardi à 21h00 GMT. Mardi, il est repassé sous la barre des 1,12 dollar pour la première fois depuis deux semaines. L'euro s'est brutalement replié lorsque le patron de la BCE Mario Draghi a indiqué que l'institution était prête à mettre en place des mesures de relance supplémentaires si l'inflation s'éloigne des 2% visés par

l'institution. Une baisse des taux rend la devise moins rémunératrice et donc moins attractive pour les investisseurs. Cela n'a pas manqué de faire réagir Donald Trump qui a regretté une politique qui donne un «avantage injuste» à l'Union européenne face aux Etats-Unis en faisant chuter l'euro face au dollar. «Ses attaques vont au-delà de la politique monétaire de la BCE, Trump est en colère car les leaders européens n'ont pas soutenu sa politique commerciale face à la Chine», pointe Stephen Innes de Vanguard Markets. De l'autre côté de l'Atlantique, la tendance est toutefois aussi à une baisse de taux. La Fed

conclut hier une réunion de son comité de politique monétaire très attendue au cours de laquelle elle pourrait donner des indications en ce sens pour relancer une croissance américaine menacée par la guerre commerciale. Si les investisseurs ne s'attendent pas à une baisse immédiate des taux, celle-ci pourrait intervenir dès juillet. Selon un outil de la plateforme boursière CME, les acteurs du marché évaluent à 85% la probabilité d'un tel scénario. Vers 05h45 GMT, le yen montait face à l'euro, au lieu de 121,40 mardi à 21h00 GMT, comme face au billet vert, à 108,36 yens pour un dollar, au

lieu de 108,45 mardi. La devise britannique était stable face au dollar à 1,2556 dollar au lieu de 1,2558 la veille ainsi que face à l'euro à 89,13 pence pour un euro (89,14 mardi soir). Le franc suisse était également stable face à la monnaie européenne à 1,1197 franc suisse pour un euro (1,1198 mardi) comme contre le billet vert à 1,0005 franc suisse pour un dollar, comme mardi soir. L'once d'or valait 1 345,81 dollars contre 1 346,62 dollars mardi soir. La monnaie chinoise s'échangeait à 6,9042 yuans pour un dollar, contre 6,9032 yuans mardi à 15h30 GMT.

Salem K.

Allemagne

Le moral des investisseurs plonge en juin à -21,1 points

Le moral des investisseurs allemands a plongé en juin à -21,1 points, accentuant nettement sa baisse du mois dernier, selon le baromètre de l'institut ZEW. Après avoir atteint à l'automne son plus bas niveau depuis 2012, cet indicateur particulièrement instable a reculé de 19,0 points sur un mois. Ces données dépassent les attentes du panel d'analystes, tablant sur une poursuite en juin de la chute du moral des investisseurs à -8,5 points. Or, la baisse de l'indicateur montre que les experts sondés sur les marchés financiers sont confrontés à «une incertitude accrue quant à l'évolution future

de l'économie mondiale et une détérioration substantielle de la situation économique en Allemagne au début du deuxième trimestre», a commenté Achim Wambach, président du ZEW, cité dans un communiqué. Parmi les risques, lancinants ou plus neufs qui crispent les détenteurs d'action, l'institut cite «l'intensification du conflit entre les Etats-Unis et la Chine, le risque accru d'un conflit militaire au Moyen-Orient et la probabilité accrue d'une sortie désordonnée de la Grande-Bretagne de l'UE». En ce qui concerne l'appréciation de la situation conjoncturelle allemande, l'indicateur s'est un peu dégradé, de 0,4 point,

pour parvenir à +7,8 points, selon le baromètre ZEW. L'Allemagne connaît toujours une santé éclatante du marché du travail mais son économie semble s'essouffler, à en croire les prévisions atones de croissance, divisées par deux par le gouvernement en avril. Celui-ci table désormais sur une hausse du produit intérieur brut de 0,5% en 2019. Parmi les autres notes négatives, celle de la production industrielle, décisive pour l'économie allemande exportatrice, est nettement retombée en avril (-1,9% sur un mois) après deux mois de progression.

R. E.

Pétrole Le Brent à moins de 62 dollars à Londres

LES PRIX du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens dans un marché paisible, à moins de deux semaines de la prochaine réunion de l'Opep et de ses partenaires, qui se sont accordés sur une date au dernier moment. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 61,73 dollars à Londres, en baisse de 41 cents par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat de juillet cédait 7 cents à 53,83 dollars. Dans ce contexte chargé pour le marché du pétrole, les données hebdomadaires officielles sur les réserves américaines, qui seront publiées à 14h30 GMT par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), reteniront un peu moins l'attention des investisseurs que d'habitude. Pour la semaine achevée le 14 juin, les analystes tablent sur une baisse des réserves de brut de 1,25 million de barils, sur une hausse des stocks d'essence de un million de barils, et sur une augmentation des stocks d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole) de 800 000 barils, selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg. La fédération professionnelle American Petroleum Institute (API), qui publie ses données de façon indépendante le mardi soir, a fait état d'une baisse de 812 000 barils des stocks de brut. Cette baisse ne suffit cependant pas à apaiser les craintes d'un surplus d'offre «vu les hausses très importantes qui ont été enregistrées ces dernières semaines», a commenté Carsten Fritsch, analyste. Agences

Blida

Lancement des chantiers de 2 000 logements LPA au 2^e semestre

■ Des chantiers de plus de 2 000 logements publics aidés (LPA) sont prévus au lancement durant le 2^e semestre de l'année en cours à Blida, selon l'annonce faite par le wali.

Par Anissa H.

Ce programme de 2 000 unités de logements publics aidés se répartit à travers les communes d'El Affroune et Bouârfa (à l'Ouest), et Meftah et Larbaâ (à l'Est), outre la localité de Beni Tamou, devant accueillir un important programme de logements AADL prévu au lancement dans les plus brefs délais, a expliqué Youcef Chorfa, en marge d'une visite de travail dans la commune d'Oued Djer (à l'ouest de Blida). Sur un autre plan, le chef de l'exécutif a annoncé la publication, à la fin du mois en cours, de la liste nominative des bénéficiaires d'un programme de 1 080 logements publics locatifs (LPL) à Ouled Aiche, dans l'attente de l'examen des demandes exprimées sur cette formule de logements à Meftah et Bouguera, à partir de juillet prochain, a-t-il fait savoir. «Une cérémonie est prévue le 4 juillet prochain (veille de la Fête de l'indépendance et la jeunesse) au siège de la wilaya en vue de la distribution de plus de 1 000 logements», a-t-il, par ailleurs ajouté, signalant la distribution et affectation, depuis le début de l'année, de près de 4 000 LPL, sur un total de 13 000, dont l'attribution se poursuivra jusqu'à la fin de l'année en cours. Durant cette visite à Oued Djer, le wali s'est rendu sur les chantiers d'un nombre de projets affectés à cette localité, au titre d'un programme d'urgence doté d'une enveloppe de 13 milliards de DA. Parmi eux, les projets d'un CEM et d'un bloc scolaire, attendus à la mise en service en septembre prochain, à la cité Maarif, comptant 1 200 unités de logements. Il

a, également, inspecté les travaux de réalisation de l'unique lycée (800 places) de cette localité, dont les élèves du cycle secondaire sont actuellement contraints de se déplacer quotidiennement vers la commune d'El Affroune, distante de 9 km. Le chef de l'exécutif a, par la même, effectué une inspection du projet de pose d'un tapis synthétique au stade communal, où il a fait l'annonce de la réception à la fin 2019 d'une dizaine de stades communaux, ayant bénéficié de pelouses synthétiques. D'autres projets visant l'amélioration des conditions de vie des citoyens, dont une salle de soin, et des opérations de bitumage de routes et d'éclairage public, ont été, également, visités par M.Chorfa.

A. H. /APS



PIA - D. R.

Lancement de la campagne moisson-battage à Tizi-Ouzou Un rendement de plus de 22 qx/ha attendu

Un rendement de 22 à 23 quintaux de céréales à l'hectare est attendu cette année dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a annoncé le directeur local des services agricoles, Laib Makhoulouf, en marge du lancement officiel de la campagne moisson-battage au niveau local. «Grâce au suivi de l'itinéraire technique assuré aux céréaliculteurs par les services concernés (DSA, chambre locale d'agriculture, Conseil interprofessionnel de la filière céréalière) et les orientations qui leur ont été données en matière d'amendement, de traitement contre les maladies, de désherbage et de préservation des cultures céréalières contre le feu, le rendement moyen a connu une amélioration puisqu'il était de 19qx/ha en 2018», a précisé le DSA. Une

récolte de 175 600 quintaux de céréales (tous types confondus) est attendue cette année dans la wilaya. Cette production prévisionnelle sera réalisée sur une superficie emblavée de 7 272 hectares, a rappelé M. Laib, avant de rappeler que cette année la wilaya a bénéficié de conditions climatiques favorables pour la culture céréalière avec une bonne pluviométrie, notamment entre fin mars et début avril «ce qui a permis d'éviter le stress hydrique aux cultures», a-t-il dit. Le lancement officiel de la campagne moisson-battage a eu lieu dans la commune de Draâ El Mizan, au niveau d'une parcelle appartenant à Herda Salim, où deux moissonneuses-batteuses ont été mobilisées. Dans toute la wilaya, la récolte céréalière sera assurée par

43 moissonneuses-batteuses, dont trois ont été acquises cette année, a rappelé le même responsable, relevant que toutes les conditions sont réunies pour le bon déroulement de cette campagne. La collecte des céréales engrangées sera assurée par un camion de 10 tonnes, huit autres engins de 20 tonnes et 12 bennes marelles. La production sera acheminée vers les trois points de collecte mobilisés par la Coopérative de céréales et légumes secs de Draâ Ben Khedda (CCLS), d'une capacité globale de 17 000 qx. D'autres sites de stockage, d'une capacité de 520 000 qx, ont été, en outre, mobilisés auprès de tierces personnes, a-t-on indiqué.

Nabila T.

Tébessa

Lancement de plusieurs opérations d'aménagement urbain

Plusieurs opérations d'aménagement urbain ont été lancées dans des quartiers dans la ville de Tébessa, dans le but d'améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-on constaté. Il s'agit de la réalisation de projets d'aménagement urbain liés au revêtement des chaussées, la rénovation des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) et de l'assainissement, la réalisation des trottoirs et la rénovation de l'éclairage public. En marge d'une visite d'inspection consacrée à divers projets implantés au chef lieu de wilaya, le wali Atallah Moulati, a indiqué à l'APS que «plusieurs enveloppes financières ont été réservées pour la concrétisation de ces projets visant à répondre aux préoccupations des citoyens et à améliorer le cadre de vie des habitants». Il a relevé qu'un montant de 620 millions DA a été aussi

mobilisé pour la réalisation des opérations d'aménagement urbain dans 9 quartiers du chef lieu de wilaya, ainsi que 180 millions DA dans les quartiers de «La remonte» et «El-Mardja», affirmant que «toutes les préoccupations des citoyens seront prises en charge». En outre, plu-

sieurs quartiers anarchiques tels que Mizab 1, 2 et 3, Rafana, El-Djorf et El-Djazira ont bénéficié d'une enveloppe financière de plus de 400 millions DA allouée du Fonds commun pour les collectivités locales (FCCL), a ajouté le même responsable. M. Moulati a expliqué que ces opé-

érations concernent la réhabilitation et l'extension du réseau d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement et le revêtement du pavé dans le but d'intégrer ces quartiers dans le tissu urbain de la ville. Le chef de l'exécutif local a insisté également, lors de l'inspection

des travaux d'achèvement d'un stade de proximité à Tébessa, sur l'accélération de la cadence des travaux au niveau de chantiers des 16 terrains de jeu similaires dont 4 seront mis en exploitation en juillet prochain.

A. O.

Bordj Bou Arreridj

Réception à la rentrée prochaine de plusieurs établissements scolaires

Le secteur de l'Éducation dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj sera renforcé «à la rentrée prochaine» avec la réception de plusieurs établissements scolaires des trois paliers de l'enseignement, ce qui allégera la pression sur certains établissements et relèvera le taux de réussite des élèves, a affirmé, le directeur local du secteur, Salah Chihab. Dans une déclaration, ce même responsable prévoit de réceptionner un total de 18 nouveaux établissements scolaires d'ici la prochaine rentrée, en plus d'opérations de réha-

bilitation devant cibler 74 structures scolaires à travers la wilaya et dont les travaux seront lancés durant la saison estivale. Ces nouvelles structures permettront de rapprocher les établissements scolaires des lieux de résidence des élèves et d'atténuer le problème des longues distances à parcourir pour se rendre à l'école, en plus de réduire la surcharge des classes dans certains établissements et améliorer les conditions de scolarisation, a souligné le même responsable. Par ailleurs, pour baisser le nombre d'élèves

par classe en dessous de 30 à travers le territoire de la wilaya, en particulier dans les régions ayant connu une expansion urbaine importante, à l'instar du chef-lieu et la commune de Ras El Oued, il faudrait réaliser 56 écoles primaire, 29 CEM et 14 lycées, alors que les projets dont le secteur de l'éducation a bénéficié dans cette wilaya, se résume à la réalisation de 6 CEM, 4 lycées et 18 groupements scolaires, a précisé la même source.

R. R.

Pour plaider en faveur de sa cause

La communauté sahraouie a établi une forte base populaire en France

■ Le responsable des Communautés sahraouies en Europe, Brahim Kharrachi, a salué les efforts consentis par la communauté sahraouie en France en appui à la lutte sahraouie, et pour la constitution d'une base populaire solide à l'intérieur de la France, en vue de plaider la cause sahraouie, la vulgariser et faire connaître la souffrance du peuple sahraoui qui vit sous l'occupation marocaine.

Par Ghania H.

Dans une allocution prononcée lors de la célébration, dans la banlieue parisienne, du 49^e anniversaire du soulèvement du quartier de Zemla, M. Kharrachi a évoqué «les sacrifices du peuple sahraoui et les épopées héroïques menées par les deux leaders, Sidi Mohammed Bassiri et plus tard par le chahid El Ouali Moustapha Sayed».

«Ce lourd legs qui demeure une dette pour chaque Sahraoui où il se trouve, un devoir dont il faut s'acquitter dans la poursuite de la lutte et avancer sur la voie des martyrs qui se sont sacrifiés pour que le Sahraoui puisse jouir de sa liberté et de son indépendance, tout comme le reste des peuples du monde», lit-on dans l'allocution.

Réitérant la solidarité de la communauté sahraouie avec les enfants du peuple sahraoui dans les camps de réfugiés et sur les territoires sahraouis occupés, le responsable des Communautés en Europe a appelé à davantage de solidarité avec les formes de lutte que mène, au quotidien, la population face à l'occupant marocain inique.

Par ailleurs, selon l'Agence de Presse Sahraouie (SPS), le responsable sahraoui s'est dit «reconnaisant pour les efforts fournis par les associations de la communauté, la Fédération de football en France pour la réussite de la 9^e édition de la Coupe de la République accueillie par la banlieue Mantes-la-Jolie pour la première fois, et les facilitations qu'elle avait fournies aux hôtes lors de cette échéance sportive nationale qui a connu la participation de huit équipes de la communauté sahraouie de France, Belgique et d'Espagne».

Pour rappel, le peuple sahraoui a célébré, lundi, l'Intifada de Zemla, menée par Mohamed Sidi Brahim Bassiri, le 17 juin 1970, contre l'occupant espagnol ayant fait plusieurs victimes sahraouies.

Lors des cérémonies commémoratives de cet anniversaire qui se sont déroulées à Boujdour dans les camps des réfugiés sahraouis, en présence du président sahraoui, SG du Front Polisario, Brahim Ghali, l'Intifada de Zemla qui avait constitué un tournant décisif dans l'histoire de la résistance nationale sahraouie a été mise en avant, notamment à travers «son élan populaire et son rôle éminent dans la rupture avec le colonisateur, en dévoilant ses plans, ainsi qu'à travers l'influence de son leader, le défunt "Bassiri", en tant



que symbole de la résistance pacifique du Sahara occidental».

La protestation pacifique entamée par les Sahraouis le 17 juin 1970 a été fortement réprimée par le gouvernement colonial de l'époque. La répression a causé des dizaines de morts et de blessés et la disparition de son leader «Bassiri».

Aux yeux des Sahraouis, l'Intifada de Zemla «a pu détruire à jamais les propagandes, les inexactitudes et les politiques de l'occupant marocain visant à diluer voire effacer la personnalité nationale sahraouie».

L'Algérie réaffirme : le conflit au Sahara occidental est une question de décolonisation

L'Algérie a réaffirmé à New York que le conflit au Sahara occidental est une question de décolonisation opposant le Front Polisario au Maroc, qui n'est pas sujette à interprétation.

«La nature du conflit au Sahara occidental n'est pas sujette à interprétation. Cela a été et reste une question de décolonisation opposant le Front Polisario, le représentant légitime du peuple sahraoui au Royaume du Maroc», a déclaré l'ambassadeur adjoint auprès de l'ONU Mohammed Bessedik devant le Comité de la décolonisation, dit Comité des 24.

Il est donc préoccupant, a avoué le représentant, de voir des tentatives visant à remettre en cause le statut juridique du territoire et la légitimité de ses représentants, en se basant sur une interprétation partielle et sélective des résolutions de l'ONU pour désinformer et défier l'autorité de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Cela devrait d'ailleurs inqué-

ter chaque Etat membre de l'ONU, a-t-il déclaré.

Le représentant de l'Algérie a rappelé que les résolutions des Nations unies sur cette question et les avis consultatifs de la Cour internationale de justice, de la Cour de justice de l'Union européenne et de l'Union africaine (UA) ont tous affirmé sans équivoque que le Maroc n'avait aucune souveraineté sur le territoire du Sahara occidental.

«Ce conflit ne peut donc trouver solution que dans la volonté librement exprimée de son peuple, conformément aux résolutions 1514 (XV), 1541 (XV) et 2625 (XXV)», a soutenu M. Bessedik.

L'année prochaine, la communauté internationale célébrera le soixantième anniversaire de l'adoption de la résolution historique 1514 (XV), qui a fait écho de la lutte de nombreux pays pour l'indépendance, en donnant un élan décisif au processus de décolonisation.

M. Bessedik a déclaré que l'Algérie regretterait que le droit à l'autodétermination menacé dans certains pays reste également inaccessible à tous les peuples des territoires non autonomes.

Ceci est d'autant «plus regrettable» quand des pays ayant accédé à leur indépendance grâce au processus de décolonisation refusent ce droit aux autres. «Ils doivent montrer leur solidarité aujourd'hui», a-t-il affirmé lors de son intervention devant le comité.

Le représentant adjoint a souligné que le Comité des 24 trouve sa raison d'être dans la mise en œuvre de la Résolution 1514 (XV) sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et qui devrait rester la référence ultime pour ses actions.

Les Nations unies et le Comité des 24 ont une responsabilité spéciale à l'égard du peuple sahraoui, a insisté le représentant, en encourageant le Comité à effectuer une autre visite au Sahara occidental pour évaluer la situation, conformément aux règles des Nations unies régissant de telles visites et au mandat conféré par la résolution 1654 (XVI).

«C'est dire aussi qu'au sein de l'ONU, l'Assemblée générale, le département de l'information, la quatrième commission et le Comité des 24 ont une responsabilité spécifique et qu'ils sont sous un regard et un suivi attentifs pour s'acquitter de leurs tâches et devoirs», a-t-il relevé.

M. Bessedik a réaffirmé en outre que «l'attachement de l'Algérie au mandat du Comité spécial de la décolonisation n'est ni nouveau ni singulier».

«C'est le reflet de l'héritage de sa lutte pour l'indépendance, qui exige qu'elle apporte un soutien indéfectible à l'achèvement du processus de décolonisation».

Dans le même contexte, il a relevé que la reprise des pourparlers entre les deux parties, sous les auspices des Nations unies, offrait l'occasion au Front Polisario et au Royaume du Maroc de reprendre les négociations directes sans conditions préalables en vue d'aboutir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoit à l'autodétermination du peuple du sahraoui.

M. Bessedik a rendu hommage à l'ancien émissaire de l'ONU, Horst Kohler, estimant que le temps est propice pour faire avancer le processus de l'ONU dans l'intérêt du peuple du Sahara occidental et de la région dans son ensemble. «Il n'y a pas d'alternative au libre consente-

ment du peuple du Sahara occidental», a-t-il tranché.

L'ambassadeur adjoint a indiqué que l'Algérie, en tant que pays voisin, a toujours contribué et continue d'apporter son appui aux efforts du Secrétaire général de l'ONU et à ceux du Comité spécial pour parachever le processus de décolonisation du Sahara occidental.

Il a également salué «l'implication substantielle» de l'Union africaine dans la revitalisation du processus politique au Sahara occidental qui s'inscrit dans l'appropriation par le continent des questions de paix et de sécurité.

G. H./APS

Tunisie Onze migrants clandestins secourus au nord

LES GARDES-CÔTES ont secouru onze migrants clandestins après le naufrage de leur embarcation au nord de la Tunisie, a indiqué une source sécuritaire citée par l'agence TAP.

«Les gardes-côtes à Bizerte ont réussi, mardi, à sauver 11 migrants clandestins dont l'embarcation venait de couler en mer près de l'île de La Galite», a précisé la même source. Ces migrants, dont une fille, étaient partis, depuis trois jours, à bord de leur embarcation (...) en vue de franchir illicitement les frontières tunisiennes et tenter d'atteindre les côtes italiennes, a ajouté la même source.

M. L.

Renault

La Nouvelle Zoe plus performante

Animée par Ali Zidane

La Renault Zoe contre-attaque, face à l'intensification de la concurrence. En plus d'une cure de jouvence, elle est désormais capable de rallier 390 km. La célèbre citadine électrique du Losange ne s'endort pas sur ses lauriers. A l'approche du lancement de la Peugeot 208 électrique, nommée e-208, la Renault Zoe profite d'une importante mise à jour, aussi bien sur le plan du style que de la technologie.

Quasi seule au monde depuis son lancement début 2013, la Renault Zoe voit la concurrence s'intensifier. Outre la menace PSA, la citadine s'inquiète de l'arrivée prochaine du trio électrifié du groupe Volkswagen (VW e-Up!, Seat Mii Electric et Skoda e-Citigo), tout comme la Honda e. Mais son expérience accumulée dans le domaine durant six ans permet à la Zoe de reprendre une longueur d'avance.

Grâce à sa nouvelle batterie d'une capacité de 52 kWh, la nouvelle Renault Zoe atteint 390 km d'autonomie selon la norme d'homologation WLTP, soit 50 de plus que la Peugeot 208 électrique récemment révélée. Elle gagne même 70 km par rapport à l'ancienne Zoe. Par rapport à la sochaliennne, le modèle de

Renault offre la même puissance de moteur, soit 100 kW (environ 135 ch) et 245 Nm de couple.

Pour faire grimper ses performances, la nouvelle Renault Zoe se base sur le moteur R110 apparu en 2018, dans une configuration revue et corrigée. Au programme des réjouissances pour ce nouveau bloc R135 : 2,2 s gagnées sur l'exercice du 0 à 120 km/h, désormais effectués en 7,1 s. Une vitalité que la Zoe doit aussi à l'emploi d'aluminium, en lieu et place de certains éléments en acier, malgré les 326 kg supplémentaires accusés sur la balance.

Branchée sur une Wallbox de 7kW, la Renault Zoe peut recouvrer 100% d'autonomie en 9h30, quand 30 minutes lui suffisent pour parcourir 150 km sur un



superchargeur public de 50 kW.

La Renault Zoe évolue aussi sur le plan du style, avec un faciès doté des derniers stan-

dards de la marque, en termes de combo optiques/calandre. Le bouclier n'est pas en reste avec un look totalement inédit qui viri-

lise l'ensemble, et apporte une note plus cossue. A l'arrière, les modifications sont plus ténues, hormis le motif des feux à LED.

BMW

Série 8 Grand Coupé changement radical

Attendue à la fin du mois, la future BMW Série 8 Grand Coupé se montre en avance sur le Net à travers trois images laissant entrevoir ses lignes. La gamme de motorisations devrait quant à elle rester inchangée.

Il y a quelques jours seulement, BMW levait le voile sur la déclinaison radicale de son porte-étendard, la nouvelle M8

Compétition. La marque bavaroise ne compte toutefois pas s'arrêter en si bon chemin, puisqu'après les versions coupés et cabriolet, elle s'apprête désormais à lever le voile sur une variante Gran Coupé, qui sera officiellement dévoilée d'ici à la fin du mois. Il semblerait pourtant que certains impatients n'aient pas vraiment eu envie d'attendre, comme en témoignent les trois images déjà en fuite sur le Net.

Préfigurée par le concept M8 Gran Coupé dévoilé au Salon de Genève l'an dernier, cette nouvelle variante ne devrait toutefois pas profiter d'une version radicale dans l'immédiat. Elle devra en effet d'abord se contenter de motorisations plus standards, qui devraient être les mêmes que l'on connaît actuellement dans la gamme. Les futurs clients auront donc le choix entre un six cylindres 3,0 litres diesel turbo-compressé de 320 chevaux ainsi



qu'un V8 4,4 litres biturbo de 530 chevaux. Par la suite, nous pourrions nous attendre à l'arrivée d'une version Compétition, qui devrait quant à elle développer la bagatelle de 625 chevaux, issus du même V8, par ailleurs tout droit venu des entrailles de la M5. Les performances ne sont évidemment pas encore connues, mais elles devraient être proches du coupé actuelle-

ment disponible dans la gamme. Officiellement présentée à la fin du mois, la future BMW Série 8 Grand Coupé sera lancée en concessions au mois de septembre prochain. Un passage au Salon de Francfort devrait également être au programme, aux côtés de la nouvelle M8 Compétition, afin de se montrer au grand public.

Audi

Nouvelle A3 prochainement dévoilée



Le Groupe Volkswagen a des journées bien remplies. Après les VW Golf et Skoda Octavia, l'Audi A3 est la troisième berline compacte à être renouvelée. D'après ces photos, elle est quasiment prête.

Tout comme les Golf et Octavia, cette Audi A3 est attendue pour cette année encore. Elle partage la même plateforme que ses cousines VW et Skoda, mais opte une fois de plus pour un positionnement premium dans ce segment. Le design sera probablement une évolution prudente et s'inspirera sans doute de l'Audi A1 et de l'Audi Q3, qui ont récemment été complètement renouvelés.

Ainsi, à l'intérieur, on s'attend à un tableau de bord plus angulaire qu'aujourd'hui, avec une position centrale pour le grand écran multimédia, des boutons

de ventilation classiques, une console centrale qui fait légèrement face au conducteur et un tableau de bord digital. La version cinq portes sera la version la plus importante. Puisque Mercedes ne se prive pas de deux modèles fort proches sur une même base avec la CLA et la Classe A Sedan, la version berline de l'Audi A3 fera également son apparition. Plus tard, il y aura probablement aussi une déclinaison décapotable.

Sous le capot, on retrouvera à nouveau les moteurs essence et diesel qui bénéficieront d'une forme d'hybridation légère. Il y aura aussi une version sportive S3, tout comme une version hybride plug-in. Au sujet d'une version entièrement électrique, il y a des rumeurs qui annoncent l'arrivée d'un modèle séparé, à l'instar du SUV e-tron.

Mercedes-Benz

Le nouveau SUV GLB, un compact à 7 places

Mercedes l'avait déjà annoncé avec un concept, mais maintenant c'est officiel : voici le GLB. Le SUV compact disposera de sept sièges en option. D'une longueur de 4,63 mètres, ce nouveau modèle est nettement plus long que la Classe B (4,42 mètres), avec laquelle il partage sa plate-forme modulaire. En fait, la longueur du GLB est proche de la longueur du GLC (4,66 mètres), qui a récemment profité d'un lifting. Avec 2 829 millimètres, l'empattement de ce nouveau modèle favorise autant que possible l'espace intérieur.

Le GLB offre non seulement un volume de chargement de 560 litres à 1 755 litres, mais aussi un dossier réglable pour la banquette arrière, qui peut être coulissée en option sur une longueur de 14 centimètres. De plus, la liste des options contient deux sièges pour une troisième



rangée de sièges, qui sont uniquement destinés aux enfants ou comme sièges de secours.

Sous le capot, Mercedes propose deux moteurs essence et deux moteurs diesel : le GLB 200 et le GLB 250 (en essence) utilisent respectivement un 1.3 l de 163 ch et un 2.0 l de 224 ch. La première version utilise une boîte à double embrayage et sept rapports, la seconde compte quant

à elle, huit rapports. Du côté des diesels, il y a le GLB 200d et le GLB 220d. Les deux moteurs utilisent un 2.0 l, de 150 ou 190 ch. Le GLB 200d est disponible en option avec la transmission 4Matic à 4 roues motrices, le GLB 220d l'a de série. Les deux moteurs diesel sont couplés à la boîte de vitesses 8G-DCT de Mercedes.



États-Unis

Trump contraint de changer de ministre de la Défense

■ Donald Trump a été contraint mardi de se séparer de son ministre de la Défense Patrick Shanahan, qui a renoncé à ce poste pour raisons familiales, en pleine montée des tensions avec l'Iran, accusé par Washington d'avoir attaqué des pétroliers en mer d'Oman.

Rosa C.

M Shanahan a décidé de «consacrer plus de temps à sa famille», a tweeté le président américain, qui a choisi le secrétaire de l'armée, Mark Esper, comme nouveau ministre de la Défense par intérim. L'exécutif américain ne compte plus de ministre de la Défense à plein titre depuis la démission fracassante de Jim Mattis en décembre 2018, sur fond de profonds désaccords avec M. Trump. M. Shanahan a confirmé avoir renoncé à ce poste pour éviter à ses enfants de «revivre un chapitre traumatisant» et de «ouvrir des blessures» ayant nécessité «des



E. H. > D. R.

années à panser». La police fédérale américaine mène des enquêtes de personnalité sur tous les candidats aux fonctions élevées du gouvernement et, dans le cas de Patrick Shanahan, ce processus a échoué sur des accusations mutuelles de violences conjugales entre lui et son ex-épouse au début des années 2010. «C'est un moment difficile pour Pat», a déclaré mardi Donald Trump, en route pour le meeting de lancement de sa seconde campagne présidentielle. Le maître de la Maison-Blanche a vanté «la grande expé-

rience» de Mark Esper et minimisé les conséquences de cette nouvelle succession à la tête du Pentagone. Le nouveau ministre de la Défense par intérim prendra ses fonctions le 24 juin. Ce départ tombe pourtant mal pour le président américain, au moment où les États-Unis ont encore renforcé leur dispositif militaire au Moyen-Orient pour répondre à ce qu'ils qualifient de «comportement hostile des forces iraniennes». Le leader des démocrates au Sénat, Chuck Schumer, a regretté mardi ce qu'il a appelé le «fiasco Shanahan» et le «chaos au gouvernement». «Nous sommes dans une phase très sensible avec tout ce qui se passe en Iran, toutes ces provocations. Et il est déplorables de ne pas avoir de ministre de la Défense», a-t-il jugé. Avant sa démission, M. Shanahan a autorisé lundi l'envoi de 1 000 militaires supplémentaires «à des fins défensives pour répondre à des menaces

aériennes, navales et terrestres au Moyen-Orient». C'est donc le chef de la diplomatie, Mike Pompeo, qui s'est rendu mardi à Tampa, en Floride, pour défendre, avec les responsables du commandement militaire américain central, l'envoi de ces renforts. Ce déploiement doit «convaincre le gouvernement islamique de l'Iran que nous sommes déterminés et les dissuader de (commettre) de nouvelles agressions dans la région», a-t-il expliqué. «Nous devons être prêts à répondre à toute menace de l'Iran», a-t-il ajouté, tout en assurant que «le président Trump ne (voulait) pas la guerre». «Nous sommes très préparés, quels que soient les cas de figure», a de son côté déclaré M. Trump au sujet de l'Iran, pays qu'il a qualifié de «nation de terreur». Téhéran, qui a démenti toute responsabilité dans l'attaque des tankers, a menacé à plusieurs reprises par le passé de bloquer le détroit d'Ormuz en cas de

confrontation avec les États-Unis. L'Iran et les États-Unis sont engagés dans un bras de fer depuis le retrait unilatéral américain en 2018 de l'accord nucléaire et le rétablissement de sanctions économiques américaines à Téhéran. Des attaques contre des pétroliers en mai et en juin dans la région du Golfe, attribués par Washington à l'Iran, qui a démenti, ont jeté de l'huile sur le feu. L'Iran, de son côté, a affirmé avoir démantelé un «nouveau réseau» d'espions agissant pour le compte des États-Unis. «Sur la base de nos propres renseignements et d'indices collectés au sein des services américains, nous avons récemment découvert les nouvelles recrues embauchées par les Américains et démantelé ce nouveau réseau», a annoncé l'agence officielle iranienne Irna. Certains espions du réseau mis sur pied, selon Irna, par la CIA, ont déjà été arrêtés et remis à la justice. L'agence ne donne toutefois aucun chiffre et ne précise pas la nationalité des suspects. Avant l'annonce des nouveaux renforts américains, Téhéran avait annoncé que ses réserves d'uranium faiblement enrichi passeraient à partir du 27 juin au-dessus de la limite prévue par l'accord nucléaire de 2015. Fruit d'intenses efforts diplomatiques entre l'Iran et le Groupe des Six (Allemagne, Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie), l'accord vise à fortement limiter le programme nucléaire de Téhéran en échange d'une levée des sanctions économiques. Mais le rétablissement des sanctions américaines prive l'Iran des bénéfices qu'il attendait de ce pacte. Jusqu'ici, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a certifié que l'Iran agissait en conformité avec ses engagements. R. C.



Impuissance

Campagne

Par Fouzia Mahmoudi

Si la victoire de Donald Trump à l'élection américaine de 2016 a été une surprise et un choc pour l'ensemble des observateurs, qu'ils soient médiatiques ou politiques, celui qui occupe la Maison-Blanche depuis deux ans et demi maintenant compte bien remporter un deuxième mandat en novembre 2020. C'est sous les cris d'une foule enthousiaste que le président américain a ainsi lancé mardi soir en Floride sa campagne pour 2020, reprenant ses thèmes favoris de 2016 et attaquant avec violence les démocrates, accusés de vouloir «détruire le rêve américain». Promettant aux 20 000 supporters présents «un séisme dans les urnes», Donald Trump l'a assuré : «Nous y sommes arrivés une fois, nous y arriverons encore. Et cette fois, nous allons finir le travail». «Quatre ans de plus ! Quatre ans de plus !», reprenaient régulièrement ses soutiens dans la salle de l'Amway Center, rythmant un discours à la tonalité nationaliste très agressive dans lequel il a de nouveau dénoncé l'immigration clandestine et promis de défendre les travailleurs américains face à la concurrence étrangère jugée déloyale. Mais il s'est présenté à Orlando sans nouvelles propositions. Faisant huer tour à tour les médias «Fake News», sa rivale en 2016 Hillary Clinton, Barack Obama ou encore l'enquête du procureur spécial Robert Mueller, il a accusé ses adversaires politiques d'être «guidés par la haine», ciblant la vingtaine de candidats démocrates qui espèrent lui ravir la Maison-Blanche. «Voter pour un démocrate, quel qu'il soit, en 2020, c'est voter pour la montée du socialisme radical et la destruction du rêve américain», a-t-il affirmé. L'impétueux président américain, en position délicate dans les sondages, sait qu'il devra s'imposer en Floride s'il veut se maintenir huit ans au pouvoir comme ses trois prédécesseurs, Barack Obama, George W. Bush et Bill Clinton. Trump s'est rendu en Floride avec son épouse Melania, une grande partie de sa famille, son vice-président Mike Pence et de fidèles alliés républicains. Reste à savoir si les Américains seront nombreux à soutenir ce second mandat alors que pèse sur Trump la menace de candidatures dans son propre camp qui pourraient le forcer en cas de défaite aux élections primaires à céder sa place de candidat. Mais le président américain semble prêt à se présenter coûte que coûte et n'hésitera certainement pas à le faire en tant qu'indépendant si les républicains lui barraient la route. Toutefois, aujourd'hui Trump reste le plus sûr moyen pour les conservateurs de garder le pouvoir et le contrôle de la Maison-Blanche quatre nouvelles années. F. M.

Meurtre du journaliste Khashoggi

Des preuves suffisantes pour enquêter sur le prince héritier saoudien

Des preuves suffisantes existent pour ouvrir une enquête sur de hauts responsables saoudiens, y compris le prince héritier, dans l'affaire Khashoggi, a estimé hier une experte des droits de l'Homme de l'ONU, appelant le chef des Nations unies à la mettre en place. Après avoir elle-même enquêté pendant six mois sur la mort du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, la rapporteure spéciale de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, Agnès Callamard, a indiqué dans un rapport avoir «déterminé qu'il existe des éléments de preuve crédibles, justifiant une enquête supplémentaire sur la responsabilité individuelle de hauts responsables saoudiens, y compris celle du prince héritier Mohammed ben Salmane», surnommé MBS. Elle a mis en garde contre «l'importance disproportionnée accordée à l'identification de l'auteur du crime», soulignant que la justice

ne doit pas uniquement établir la responsabilité de l'auteur physique du crime. Une enquête judiciaire «vise également, sinon principalement, à identifier les personnes qui, dans le contexte de la perpétration d'une violation, ont abusé des responsabilités de leur poste d'autorité ou ne les ont pas remplies», fait-elle valoir dans son rapport. M^{me} Callamard, qui comme tous les autres experts indépendants de l'ONU ne parle pas au nom des Nations unies, tient l'Arabie saoudite pour «responsable» de l'«exécution extrajudiciaire» du journaliste et critique du pouvoir saoudien, mort brutalement en octobre à l'intérieur du consulat de son pays à Istanbul. Après avoir dans un premier temps nié le meurtre, Ryad avait avancé plusieurs versions contradictoires et soutient désormais que Khashoggi a été tué lors d'une opération non autorisée par le pouvoir. L'experte de l'ONU appelle le Secrétaire général des

Nations unies, Antonio Guterres, à «ouvrir une enquête pénale de suivi sur l'assassinat de M. Khashoggi afin de constituer des dossiers solides sur chacun des auteurs présumés».

Le chef de l'ONU «devrait lui-même être en mesure d'ouvrir une enquête pénale internationale de suivi sans qu'un État n'ait à intervenir», relève-t-elle.

Jamal Khashoggi, qui avait émigré aux États-Unis, était un critique de MBS. Selon des informations de presse, la CIA estime que l'assassinat a probablement été commandité par le prince héritier, dirigeant de fait du royaume saoudien. Dans la procédure lancée devant la justice saoudienne, l'accusation a innocenté le prince héritier et mis en cause plus de 20 personnes, réclamant la peine de mort pour cinq hommes. Dans son rapport, M^{me} Callamard demande également au FBI d'ouvrir une enquête sur le journaliste qui était résident américain.

Programme d'appui au patrimoine

Les projets pilotes de La Casbah et de l'Imedghacen déclarés «inaboutis»

■ Les deux projets pilotes du programme d'appui de l'Union européenne à la protection du patrimoine culturel en Algérie, visant la «régénération et mise en valeur des fortifications de La Casbah d'Alger» et la «sécurisation et mise en valeur du tombeau Imedghacen» à Batna, ont été déclarés «inaboutis», a indiqué, mardi à Alger, Alexis Castro, expert et membre du programme.

Par Racim C.

Ces deux projets retenus dans le cadre de la mise en œuvre d'outils intersectoriels ont été déclarés «inaboutis» pour cause de «défaillances» dans la gestion des marchés et «insuffisance» de l'étude et du diagnostic entrepris, explique Alexis Castro, s'exprimant lors du séminaire de clôture de ce programme.

L'expert de l'Unité d'appui au programme (Uap) a expliqué que les études de diagnostic de ces projets avaient besoin de «renforcement et de plus de temps» de l'avis d'experts européens et algériens qui jugent les études «insuffisantes».

Selon cet expert, l'étude menée présente une «absence d'interprétation des données historiques» et s'appuie sur une «approche exclusivement technique», en plus de souffrir d'un «manque d'interprétation des phénomènes de dégradation».

Cependant il a indiqué que ces projets pilotes ont permis de créer une documentation en 2D et en 3D sur les deux sites, une identification des matériaux de construction ainsi que la collecte d'informations utiles pour de futures opérations de restauration et de mise en valeur.

Alexis Castro a recommandé également le «renforcement du diagnostic technique», «la modélisation 3D du secteur sauvegardé de La Casbah d'Alger» et «l'utilisation des nouvelles technologies» dont les coûts sont aujourd'hui «abordables». Il a également noté que plusieurs institutions et entreprises européennes avaient manifesté leur intérêt pour travailler sur ces projets «gratuitement».

En 2015, l'étude d'exécution des travaux de restauration du monument funéraire berbère Imedghacen et de régénération des fortifications de La Casbah d'Alger a été attribué au consortium français «Louis Berger», un holding d'engineering et de conseils dans le secteur de la construction.

Mis en œuvre en 2014, le Programme d'appui à la protection et à la valorisation du patrimoine culturel en Algérie est cofinancé par l'UE et l'Algérie à hauteur de 21,5 millions et 2,5 millions d'euros, respectivement.

Le programme d'appui de l'UE à la protection du patrimoine algérien présente son bilan

Le bilan du programme d'appui de l'Union européenne à la protection et à la valorisation du

patrimoine culturel en Algérie a été présenté mardi à Alger, lors d'un séminaire des experts de l'UE et des responsables du ministère de la Culture.

Le bilan qui clôt ce programme de cinq ans (2014-2019) se décline en plusieurs axes concernant le renforcement des capacités de la société civile, l'inventaire, la préservation des archives et l'accompagnement de la pratique de l'intersectorialité ainsi que des actions d'appropriation et de sensibilisation.

Le programme a dispensé plus de 120 sessions de formation au profit du personnel des musées et des établissements disposant d'archives filmiques et d'institutions intervenant dans le domaine du patrimoine, a indiqué Dominique Bernardi, chef d'équipe de l'Unité d'appui au programme (Uap).

L'experte de l'Uap, Silvia Cravero, a également rappelé la formation, en 2016, d'un premier noyau de douze experts juniors en inventaire du patrimoine culturel qui ont pris part à une opération pilote d'élaboration d'un inventaire général des biens culturels matériels dans douze wilayas du pays.

Ces mêmes experts sont aujourd'hui habilités à transmettre les connaissances acquises.

Dans le cadre du renforcement des capacités de la société civile, l'Uap a prodigué des cycles de formation sur la gestion de projets liés au patrimoine, la communication, la structuration des associations comme sur le financement des projets associatifs, au profit d'une vingtaine d'associations et de cadres des directions de wilaya de la culture.

17 projets en tout, liés à la protection du patrimoine, ont aussi été financés.



Selon Bernardi, le besoin en formation supplémentaire pour le renforcement des capacités associatives et la mise en place ou l'intégration dans des réseaux internationaux «se fait encore ressentir».

Le secteur de la formation professionnelle a lui aussi bénéficié de l'expertise de ce programme, grâce à la mise en place de nouvelles spécialités dans les instituts de formation dédiés aux métiers de maçon-restaureur et de technicien de chantier de restauration.

Evoquant le volet audiovisuel du programme, l'expert de l'Uap, Alexis Castro, a indiqué que le programme a participé à la remise à niveau des techniques de

préservation des archives filmiques avec la formation d'un noyau de restaurateurs spécialisés.

Deux projets pilotes, «régénération urbaine et mise en valeur du système de fortification de La Casbah» d'Alger et la «sécurisation et mise en valeur du tombeau Imedghassen» à Batna avaient été sélectionnés au titre de la pratique intersectorielle. En raison des défaillances dans la gestion des marchés et de la faiblesse de l'étude et du diagnostic établi, les deux projets sont déclarés «inaboutis» autant par les experts algériens et qu'étrangers, affirme Alexis Castro.

Présente à ce séminaire, la

ministre de la Culture, Meriem Merdaci, a insisté sur la capitalisation des acquis de ce programme, appelant les experts et associations ayant bénéficié de formations à «transmettre leurs connaissances». Les experts juniors «seront affectés dans plusieurs villes» et les 17 associations «ont sillonné le pays» pour renforcer le tissu associatif, a-t-elle dit.

Mis en œuvre en 2014, le programme d'appui à la protection et à la valorisation du patrimoine culturel en Algérie est cofinancé par l'UE et l'Algérie à hauteur de 21,5 millions et 2,5 millions d'euros, respectivement.

R. C./APS

Lancement le 26 juin

Manifestation «Ecole des jeunes talents du chant»

La première édition du concours «Ecole des jeunes talents du chant» sera lancée dans la soirée du 26 juin à la salle Ibn Khaldoun (Alger) avec la participation de 25 jeunes talents, a indiqué, mardi, la présidente du comité de communication de cette manifestation, M^{me} Karima Chorfi.

L'édition de 2019 de l'«Ecole des jeunes talents du chant» est la continuité de la 1^{re} édition du Festival national des jeunes talents du chant, initié par la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya d'Alger en décembre 2018 et qui a vu la participation de 96 jeunes, dont 25 qualifiés à cette étape, a déclaré M^{me} Chorfi à l'APS, annonçant que la première soirée du concours aura lieu le 26 juin. L'événement qui a pour slogan «Etablissements pour jeunes, viviers des

jeunes talents», est organisée sous l'égide du ministère de tutelle et la wilaya d'Alger, en coordination avec la Ligue des arts de la chanson et de la musique d'Alger, a-t-elle ajouté.

Le concours a commencé réellement avec l'arrivée des candidats qualifiés à l'école créée à cet effet au niveau du centre culturel, Mohamed-Aïssa-Messaoudi (Husseindey) le 16 juin, a poursuivi la responsable, ajoutant que ces derniers, âgés de 18 à 30 ans, seront encadrés par des professeurs de musique dans le cadre d'ateliers quotidiens.

Le prime final de ce concours sera organisé à la piscine de proximité de Birtouta (Alger-Sud) à 19h00, a-t-elle noté.

A rappeler que la DJS a prévu l'organisation de quatre concours au profit de 10 000

personnes à partir du 16 juin courant jusqu'au 10 août.

Les piscines des Eucalyptus, des Annassers, de Bir Mourad Raïs, de Birtouta et de Belouizdad abriteront le concours «Jeux sans frontières» consacré aux jeux de plages, durant la période allant du 10 juillet au 10 août. Ce concours concernera 3 000 adhérents aux établissements de jeunes et des clubs sportifs (60 établissements et 110 clubs sportifs).

Mille adhérents aux établissements de jeunes répartis à travers la wilaya d'Alger participeront au concours de «la Coupe de Beach soccer». La plage des Sablettes a été choisie pour l'abriter cette année du 1^{er} au 10 août.

Adel K.



USM Alger

Haddad a chargé les membres d'ouvrir le capital

LE PRÉSIDENT-directeur-général de l'entreprise de travaux publics (ETRH), Ali Haddad, a chargé deux membres de l'ETRH pour annoncer en son nom, l'ouverture du capital social de l'USM Alger, club champion d'Algérie en titre, dont il est actuellement l'actionnaire majoritaire. L'annonce a été faite ce mardi au stade Omar-Hamadi de Bologhine, en marge de l'Assemblée générale ordinaire du club, et dont les travaux ont finalement été reportés à samedi prochain. L'homme d'affaires, qui avait été condamné la veille par le tribunal de Bir Mourad Rais (Alger) à 6 mois de prison ferme assortie d'une amende de 50 000 DA pour faux et usage de

faux, était absent lors de cette assemblée avortée.

Pour l'heure, la direction de «l'USMA affirme n'avoir reçu aucune proposition officielle de la part de nouveaux investisseurs», mais s'est dite «très optimiste» dans cette perspective.

«L'USMA est bien plus qu'un simple club de football. C'est une institution, et sa notoriété dépasse les frontières du pays, et même celles du continent, puisque de nombreuses chaînes de télévision, européennes, américaines et japonaises, sont venues réaliser des reportages sur ce prestigieux club, qui a joué un rôle déterminant, même dans l'indépendance du pays», a assuré Réda Amrani, un des actionnaires du club.

Rallye des Colombes

Vers une participation importante

TRENTE-QUATRE équipages prendront part à la 16^e édition du rallye international des Colombes, prévue du 21 au 24 juin sur un parcours de 1 162 km répartis sur quatre étapes, a-t-on appris de la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM). Outre l'Algérie (pays hôte) qui participera avec 23 équipages (pilote et co-pilote), 11 autres duos représentant quatre pays, à savoir la Tunisie, le Maroc, la France et l'Italie, seront présents à ce rallye de régularité destiné exclusivement aux dames, qui se disputera en quatre étapes : Alger-Béjaïa (21 juin), Béjaïa-Batna (22 juin), Batna-Boussaâda (23 juin) et Boussaâda-Alger (24 juin).

Le responsable des compétitions internationales au niveau de la FASM, Farid Sendjak-Eddine, a indiqué que «le rallye des Colombes est devenu une tradition. Parmi les objectifs

visés par cette manifestation, il y a l'intégration de la femme dans le monde des sports mécaniques en Algérie et la prévention et la sécurité routière. Il y a aussi l'aspect touristique qu'on veut valoriser et promouvoir pour notre pays, en encourageant des équipages étrangers à venir et prendre part à nos compétitions». «Outre l'aspect sportif, nous avons prévu des visites touristiques tout au long du parcours, à Cap Carbon (Béjaïa), aux Ruines romaines à Timgad (Batna), ainsi qu'aux oasis et palmeraies à Boussaâda (M'sila)», a-t-il ajouté. Et comme il est d'usage, les concurrents seront tenus de se conformer aux obligations de la sécurité routière et respecter les règles définies lors du contrôle technique des véhicules prévu aujourd'hui à Chéraga (Alger).

Avec un groupe relooké

Les Verts veulent faire sensation

La sélection algérienne de football, qui court toujours derrière son deuxième titre continental depuis 1990, abordera la CAN-2019 avec la ferme intention de renouer avec la consécration, dans ce tournoi. Avec Djamel Belmadi, comme sélectionneur, les Verts se doivent de réagir, deux années après une participation modeste au Gabon, conclue par une élimination sans gloire dès le premier tour, sous la conduite de Leekens. Faisant partie du groupe C, relativement à leur portée, les Verts devront éviter de verser dans un optimisme béat et prendre au sérieux la Tanzanie et le Kenya, au moment où le Sénégal se présente d'ores et déjà dans la peau du favori de cette poule. L'Algérie est appelée à entrer en force le 23 juin face au Kenya, avant de défier le Sénégal le 27, puis la Tanzanie le 1^{er} juillet. «Ce rendez-vous ne constitue nullement pour moi une étape transitoire. Personne ne nous interdit d'être ambitieux dans la vie. Il fallait bien changer de discours avec les joueurs et ne pas se contenter de dire qu'il fallait réaliser un bon parcours ou gérer match par match. Nous avons l'ambition de remporter cette CAN. Je devais changer de discours, ce qui constitue une stratégie, c'est ma manière de fonctionner», a indiqué Belmadi lors de son dernier point de presse tenu à Sidi-Moussa (Alger) avant le départ à Doha pour le stage précompétitif. Réputé pour son tempérament de gagnant, Belmadi vient de casser un tabou en matière d'objectif, puisque ses prédécesseurs avaient souvent abordé le tournoi continental avec prudence, se refusant de placer la barre haut et promettre au peuple quoi que ce soit.

Neuf joueurs à la découverte de la CAN

Le patron technique des Verts ne s'est également pas gêné pour parier sur 9 joueurs qui vont participer pour la première fois à une phase finale de CAN. Il se déplacera ainsi en Egypte avec un effectif dont presque la moitié n'a aucune expérience dans cette compétition, ce qui constitue un véritable risque, selon les observateurs. Lors de l'édition 2017 au Gabon, ils étaient onze joueurs à être retenus pour la première fois à la CAN. Les 9 éléments concernés sont : Alexandre Ouikidja, Youcef Atal, Mohamed Farès, Djamel-Eddine Belameri, Mehdi Tahrat, Hicham Boudaoui, Andy Delort, Youcef Belaïli et Adam Ounas. En revanche, le plus grand nombre de participations à la CAN revient au défenseur Rafik Halliche, à l'attaquant Islam Slimani et au gardien de but Rais M'bolhi, eux qui s'approprient à signer leur quatrième présence dans le tournoi. Pas moins de quatre nouveaux défenseurs sont retenus sur la liste des 23, en l'occurrence Atal, Farès, Belameri et Tahrat. Avec deux matchs amicaux contre le Burundi (1-1) et le Mali (3-2) au menu avant le départ pour Le Caire, l'entraîneur national a qualifié de «bon choix» ces deux sparring-partners, le seul objectif étant de parfaire l'aspect tactique. Une chose est sûre : l'Algérie aura bien des atouts à faire valoir dans cette 32^e édition du plus grand tournoi footballistique en Afrique, pour peu qu'ils soient utilisés à bon escient.

I. M.

CAN-2019

L'Afrique du foot en fête chez les Pharaons

■ La terre des «Pharaons» sera encore en fête en abritant à partir du 21 juin et jusqu'au 19 juillet, la 32^e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019), la première avec une nouvelle reconfiguration à 24 sélections.



La terre des Pharaons accueille la messe du foot africain

Par Mahfoud M.

La Confédération africaine de football (CAF) a donc réparti en six groupes de quatre les sélections qualifiées à ce rendez-vous continental qui va, pour la première fois, se dérouler en été alors qu'il a de tout temps été programmé en hiver.

L'Egypte, qui va accueillir l'édition-2019 de la CAN pour la 5^e fois, après celles de 1959, 1974, 1986 et 2006, est prête

pour réussir le plus grand tournoi footballistique d'Afrique.

Le président de la Fédération égyptienne de football, Hany Abo Rida, a indiqué, dans ce sens, que son pays sera prêt à relever ce challenge. «Nous répondrons à tous les défis pour que la fête soit belle», avait-il dit.

L'Egypte s'est vu attribuer l'organisation de la 32^e CAN, le 8 janvier dernier, en remplacement du Cameroun, recalé par la CAF en raison du retard accusé dans les travaux des stades devant abriter le tournoi. L'Egypte a été préférée à l'Afrique du sud, pays hôte en 1996 et 2013.

La décision a été prise par l'instance continentale à l'issue de la réunion de son Comité exécutif à Dakar (Sénégal). La CAN-2019 est la quatrième phase finale de suite à changer de pays-hôte. La CAN-2013 devait avoir lieu en Libye mais, pour des raisons sécuritaires, a été finalement confiée à une Afrique du Sud censée abriter l'édition 2017. Le Maroc a ensuite refusé d'accueillir la CAN-2015, prétextant l'épidémie du virus Ebola qui sévissait dans une partie du continent et la Guinée équatoriale avait été appelée à la rescousse. Et la CAN-2017, d'abord attribuée à l'Afrique du Sud puis à la Libye, a finalement eu lieu au Gabon.

La VAR à partir des quarts de finale

Une autre nouveauté est annoncée pour cette édition, avec l'introduction de l'Assistance vidéo à l'arbitrage (VAR) à partir des quarts de finale. Tous les sélectionneurs des équipes qualifiées avaient en effet majoritairement souhaité

l'utilisation de la VAR lors d'un atelier de travail organisé au Caire, juste avant le tirage au sort de la phase finale.

Cependant, cette technologie inquiète les responsables du football africain qui craignent que des problèmes d'arbitrage ne viennent ternir le tournoi, après ce scandale en finale de la Ligue des champions d'Afrique entre le WAC et l'EST, et le but refusé aux Marocains qui avaient demandé de confirmer avec le VAR, qui était en panne.

Dans la foulée des protestations marocaines, la CAF a convoqué le 4 juin un comité exécutif d'urgence, décidant de faire rejouer la finale retour, hors de Tunisie après la CAN, une décision qualifiée d'«irresponsable» et de «précédent dangereux» par la partie tunisienne.

De l'avis des observateurs, le succès de la CAN-2019, tout comme son échec d'ailleurs, va dépendre, dans une large mesure, de la prestation des arbitres et surtout de leur maîtrise des techniques de l'assistance vidéo.

Tous les gros bras du continent seront présents en Egypte, y compris le Nigeria, grand absent des deux dernières éditions et auteur de 14 podiums (record) en CAN dont 5 titres.

En terre égyptienne, les «Super Eagles» seront parmi les candidats en force pour le sacre, aux côtés des grosses cylindres comme le pays hôte, le Ghana, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

La compétition se déroulera dans quatre villes : la capitale Le Caire (3 stades), Alexandrie, Suez et Ismaïlia.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Draa El Mizan (Tizi Ouzou)

Mort d'un enfant écrasé par un tracteur

UN ENFANT de 3 ans a trouvé la mort, écrasé par un tracteur au village Draa Sachem dans la commune Draa El Mizan (35 km au sud-ouest de Tizi Ouzou). Selon les indications fournies par la Protection civile, le drame s'est produit peu avant 20h quand un tracteur à

chenilles stationné sur une pente à bord duquel d'autres enfants se trouvaient démarra soudain écrasant sur son passage la victime décédée sur les lieux. Le corps du petit enfant a été déposé à la morgue de l'hôpital de Draa El Mizan.

Hamid M.

Constantine

Saisie de plus de 12 kg de drogue et arrestation d'un réseau criminel

UNE QUANTITÉ de 12 053 kg de drogue a été saisie par les services de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de la ville Ali-Mendjeli relevant de la sûreté de daïra d'El Khroub (Constantine), a-t-on appris mercredi auprès des services de ce corps de sécurité. L'opération a permis l'arrestation d'un réseau organisé de criminels de six personnes spécialisés dans le trafic de drogue âgées entre 22 et 57 ans, a précisé la cellule de l'information et de la communication de la sûreté de wilaya. Agissant sur informations indiquant la commercialisation de ce produit psychotrope par un individu au centre-ville d'Aïn Smara, les éléments de cette brigade sont parvenus, après l'exploitation des informations et l'approfondissement de l'enquête, à l'identification et puis l'arrestation d'un individu avec en sa possession 1 948 kg de kif, a indiqué la même source. Les investigations effectuées dans le cadre de cette opération, a-t-on souligné, ont contribué à l'arrestation de son accompagnateur à bord d'un véhicule de tourisme, en possession de deux plaquettes de kif traité. Les enquêtes réalisées par la suite ont aidé à l'arrestation d'autres membres impliqués dans cette affaire dans divers endroits de la ville de Constantine, ont fait savoir les services de ce corps sécuritaire, notant que la perquisition du domicile de l'un des mis en cause

a permis aussi la découverte d'un lot de drogue. L'opération a permis également de saisir trois véhicules servant au transport de cette quantité de drogue et des téléphones mobiles ainsi que la récupération d'un montant financier, a encore précisé la même source. Un dossier pénal a été établi à l'encontre des mis en cause, présentés devant le parquet local, a-t-on signalé des services de la police.

Saisie de 4 plaquettes de résine de cannabis et de 297 comprimés psychotropes à Birtouta
Quatre plaquettes de résine de cannabis et 297 comprimés psychotropes ont été saisis par les agents de l'ordre de la circonscription administrative de Birtouta (Alger) lors d'une opération de fouille, a indiqué mercredi la Sûreté de la wilaya d'Alger, dans un communiqué. Interceptant un véhicule utilitaire à bord duquel se trouvaient deux personnes, au niveau d'un point de contrôle à Birtouta, les agents de police ont découvert quatre plaquettes de résine de cannabis ainsi que 297 comprimés psychotropes, destinés au trafic et bien dissimulés dans un sac poubelle à l'intérieur du coffre du véhicule. Après parachèvement de la procédure légale en vigueur, les deux mis en cause ont été déférés devant le procureur de la République qui a ordonné leur placement dans un établissement pénitentiaire. L. O.

Environnement

Opération «Eboueurs de la mer» samedi à Tamentfoust

UNE OPÉRATION «Eboueurs de la mer», destinée à la collecte de déchets et au nettoyage de portions de plages, aura lieu samedi au port de Tamentfoust (Alger), a-t-on appris mercredi des organisateurs. Plusieurs objectifs ont été assignés à cette opération écologique, la première du bassin méditerranéen qui a été lancée en 1993 en Algérie par un groupe de jeunes plongeurs. Sur place, les participants prendront part à une opération de récupération de macro-déchets, de collecte de plastique et de nettoyage de portions de plages, zones rocheuses et petites criques. L'opération, organisée par l'École de plongée sous-marine RECIFS, en partenariat avec le mouvement associatif et des entreprises citoyennes, permettra également aux participants d'assister à des ateliers de sensibilisation sur la préservation de la biodiversité marine, à travers le visionnage de

films documentaires ayant trait au sujet. Aussi, des cours in situ sur les déchets marins et le danger du plastique en mer seront dispensés, avec la participation de l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) et la Chaîne III de la Radio nationale. Pour joindre l'utile à l'agréable, les initiateurs ont prévu des balades en mer pour les enfants dont des artistes et des trisomiques ainsi que leurs familles. Il est à rappeler que durant les précédentes éditions, des milliers de volontaires avaient été mobilisés sur les plages des 14 wilayas côtières de l'Algérie pour réussir cette opération. «Nous avons aussi réussi, à travers ces initiatives, à promouvoir les entreprises qui travaillent au recyclage des déchets et révéler au grand public l'action et l'intérêt des entreprises en matière de préservation de l'environnement», s'est félicité le président de RECIFS, Hakim Belkessam.

Mahi Y.

Bac en Algérie: Coupure de l'internet durant les examens



Loumis

Djalou@hotmail.com

La route qui tue

38 morts et près de 2 000 blessés en une semaine

■ Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya Ghardaïa avec 5 morts et 28 blessés suite à 24 accidents de la route, note la même source.

Par Slim O.

Trente-huit personnes ont trouvé la mort et 1 934 autres ont été blessées dans 1 636 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 9 au 15 juin à travers le ter-

ritoire national, selon un bilan hebdomadaire rendu public mercredi par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya Ghardaïa avec 5 morts et 28 blessés suite à 24 accidents de la route, note la

même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 4 218 interventions pour procéder à l'extinction de 3 426 incendies urbains, industriels et autres.

S. O./APS

Du 4 au 9 juillet à Alger, Oran et Constantine

10^e salon du lycéen et de l'étudiant algérien

L'10^e édition du salon du lycéen et de l'étudiant algérien se tiendra du 4 au 9 juillet prochain, simultanément, à Alger, à Oran et à Constantine sous le thème «Avec ou sans le Bac tu es gagnant», ont annoncé les organisateurs. «Le Salon du lycéen et de l'étudiant algériens "The GraduateFair" qui se trouve

à sa 10^e édition aura lieu du 04 au 09 juillet prochain respectivement à l'école supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA) à Oran, au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Alger et à l'hôtel Novotel à Constantine», ont-ils indiqué dans un communiqué, soulignant que «ce rendez-vous exceptionnel se veut un espace à la fois convivial et professionnel». Cet événement devrait permettre «la rencontre d'un très large éventail d'acteurs de la formation (écoles supérieures, universités publiques et privées algériennes et étrangères, écoles de formation professionnelle et écoles de langues...) et un public d'apprenants toutes spécialités et niveaux confondus (élèves, parents d'élèves, étudiants, salariés... qu'ils soient à la recherche de formations supérieures ou professionnelles, ou simplement pour des besoins de conseils, d'orientation ou de reconversion», a-t-on expliqué. Ce salon est soutenu par «l'Association nationale des parents d'élèves (ANPE), la première université privée algérien-

ne «MDI) le British Council et l'ambassade de France à Alger à travers Campus France Algérie et France Alumni, a-t-on ajouté. Selon la même source, l'INSAG, l'USTHB, l'ENS Koléa, Racus (groupement de 21 universités d'Etat russe), l'Université libre de Tunis et l'Université centrale de Tunis, le Collège LCI du Canada, France Graduate School et le Groupe Excelia - La Rochelle de France participent également à ce rendez-vous. Des espaces réservés au recrutement et stage sont également prévus lors de ce salon, selon les organisateurs qui assurent que des entreprises comme le groupe Cevital et Setram seront présentes dans cet espace. Un riche programme de conférences pour l'orientation des lycéens et étudiants sont également au programme de ce salon qui a prévu, en outre, des ateliers de coaching parental. La prochaine édition du salon est prévue du 07 au 14 novembre 2019 et concernera les villes d'Oran, Alger, Annaba et Biskra.

Samiha H.